

--> Voir l'**erratum** concernant cet article

Le sujet du féminisme est-il blanc ? Femmes racisées et recherche féministe, sous la dir. de Naïma Hamrouni et Chantal Maillé, Montréal, Remue-Ménage, 2016, 270 p.

Catherine Sylvestre

Volume 37, numéro 1, 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1043586ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1043586ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sylvestre, C. (2018). Compte rendu de [*Le sujet du féminisme est-il blanc ? Femmes racisées et recherche féministe*, sous la dir. de Naïma Hamrouni et Chantal Maillé, Montréal, Remue-Ménage, 2016, 270 p.] *Politique et Sociétés*, 37(1), 176–178. <https://doi.org/10.7202/1043586ar>

pour évaluer l'état de la démocratie communautaire sur le Vieux Continent et montrer la voie de son approfondissement.

Michel-Philippe Robitaille

Département de sociologie,

Université du Québec à Montréal

robitaille.michel-philippe@courrier.uqam.ca

Le sujet du féminisme est-il blanc? Femmes racisées et recherche féministe, sous la dir. de Haïma Hamrouni et Chantal Maillé, Montréal, Remue-Ménage, 2016, 270 p.

L'ouvrage collectif *Le sujet du féminisme est-il blanc? Femmes racisées et recherche féministe* s'inscrit dans le contexte particulier des recherches en études féministes au Québec et s'adresse aux chercheuses de ce domaine, et plus largement aux militantes féministes. Différents débats publics et mobilisations ont généré un contexte où le mouvement féministe québécois fut appelé à s'interroger sur le «sujet» qu'il met de l'avant. En formulant l'interrogation: «Le sujet du féminisme est-il blanc?», cet ouvrage s'inscrit dans cette mouvance. De plus, en posant une telle question, Haïma Hamrouni et Chantal Maillé développent un champ d'analyse encore sous-exploré dans un contexte spécifiquement québécois: celui de l'intersection entre les oppressions de genre et de race. L'exploration de ce champ pousse celles-ci à se poser une autre question centrale: «Est-ce que les revendications au cœur du féminisme actuel représentent bien les préoccupations profondes des femmes minorisées, racisées, ou traduisent-elles davantage l'expérience des femmes blanches privilégiées de par leur couleur?» (p. 11) Les auteures de cet ouvrage collectif y reviennent toutes à leur façon, en proposant différentes avenues permettant au mouvement féministe québécois de se recentrer autour des revendications et des préoccupations des femmes racisées. Cette idée d'un «recentrement» est d'ailleurs primordiale dans leur démarche. Il s'agit de favoriser un déplacement du lieu du discours féministe du centre vers la marge,

et ce, afin de mettre de l'avant des sujets féministes peu entendus.

Les textes de cet ouvrage peuvent être assemblés sous trois thèmes: la conceptualisation, la position de chercheuse et les situations particulières.

Un premier constat rassemble les questionnements des auteures sur les enjeux de conceptualisation: «[L]'appréhension des injustices qui découlent de processus d'imbrication du racisme et du sexisme requiert l'élaboration d'un cadre d'analyse propre» (p. 125). Afin de répondre à cette nécessité, l'ouvrage met de l'avant le concept de «femmes racisées». Dans un contexte québécois où les données précises illustrant les oppressions de classe et de race sont peu développées, voire totalement manquantes, Chantal Maillé constate que l'usage de ce concept intersectionnel fait face à un «vide catégoriel» (p. 170). Elle développe également une critique de l'usage du terme «diversité» pour nommer les femmes racisées et leur situation particulière. Cette critique est centrale dans l'ouvrage. Naïma Hamrouni et Sandrine Ricci la développent également. Ricci explique l'importance de problématiser l'usage de ce concept de «diversité» car, dépolitisé, consensuel et positif, il joue un rôle de «masquage» (p. 180) des rapports d'oppression de genre et de race. Hamrouni poursuit en ce sens en dénonçant l'invisibilisation des situations particulières des femmes racisées par l'usage de termes indifférenciés (diversité, multiculturalisme, etc.). Elle insiste sur la nécessité de nommer les oppressions, ce qui a l'avantage de mettre au jour des situations qui auraient autrement passé sous silence. Ryoa Chung souligne aussi le rôle essentiel de la catégorie de «femmes racisées». Elle montre de quelle façon ce concept peut contribuer à la dissolution de la «cécité conceptuelle» (p. 79) affectant le champ de l'éthique des relations internationales. Construit sur le paradigme du libéralisme, ce champ gagnerait – plaide Chung – à sortir de l'illusion d'un «sujet universel et neutre» afin de s'intéresser aux situations particulières des groupes marginalisés, et ainsi acquérir une compréhension plus

fine des dynamiques mondiales. Puis, en analysant le « lien entre oppression, pouvoir et légitimité dans la prise de parole » (p. 147), Geneviève Pagé explore l'usage de cette catégorie de « femmes racisées » dans le contexte québécois. Elle conclut que plusieurs féministes québécoises, blanches et francophones résistent à la mise de l'avant de cette catégorie, car elles y voient une menace à leur statut de subalternes, autrefois mis de l'avant en lien avec leur expérience de la domination coloniale anglaise.

L'ouvrage comprend également plusieurs analyses à propos des relations entre les chercheuses et leur sujet d'étude. Diahara Traoré explore le rapport au religieux des femmes immigrées d'Afrique de l'Ouest à Montréal. Elle se questionne sur la position d'une chercheuse racisée à l'intérieur de disciplines – anthropologie et ethnographie – dont les fondations sont racistes et colonialistes. Leïla Benhadjoudja poursuit sur cette voie en mettant en lumière les défis accompagnant la position d'*outsider within* (p. 50). En effet, elle explique la difficulté, en tant que femme racisée ayant comme sujet d'étude des femmes racisées, d'imposer la légitimité d'une telle proximité entre sujet et objet, d'autant plus lorsque le sujet d'étude n'est pas considéré comme valable ou légitime. De son côté, Julie Cunningham expose les questionnements qui l'ont animée tout au long de ses recherches effectuées en tant que femme blanche ayant comme sujet d'étude des femmes autochtones. Elle se demande par exemple : est-il possible de ne pas reproduire dans nos recherches les rapports de domination dans lesquels nous nous inscrivons ? À cette question, Cunningham répond que « comprendre une autre culture requiert la connaissance des modèles du langage, de la spiritualité, des systèmes de connaissance et du mode de vie des personnes appartenant à cette culture, sans quoi les références de la personne interprétant cette culture conduisent à des erreurs » (p. 103). Une recherche adéquate est donc possible, mais nécessite un investissement personnel important. Puis, Karine Rosso discute de sa position de femme racisée en études littéraires. Elle se questionne sur les

moyens permettant de penser une œuvre dont la dimension de la race est absente, et ce, en ayant son propre positionnement comme point de départ. Elle conclut que les femmes racisées en études littéraires sont en mesure de développer des « épistémologies dissidentes » (p. 67) et des récits hybrides, ceux-ci étant capables de renouveler ce champ d'étude dans une perspective intersectionnelle.

Finalement, plusieurs textes ouvrent une fenêtre sur des situations particulières vécues par des femmes racisées au Québec. Sonia Ben Soltane expose de quelle façon les femmes maghrébines immigrantes y sont invisibilisées. Afin d'attaquer ce problème, elle propose de réfléchir aux croisements du sexisme, du racisme et du colonialisme dans nos représentations. De telles réflexions permettront d'avancer vers une décolonisation de nos savoirs. Ida Ngueng Feze appuie une telle proposition en observant comment le port du cheveu naturel chez les femmes africaines est marqué par ce croisement genre/race/colonialisme. Elle nomme en particulier le phénomène du « colorisme », en tant que dévalorisation des traits s'éloignant du modèle caucasien. Gaëlle Kingué Élongué insiste quant à elle sur le croisement entre genre, race et religion. En s'interrogeant sur la représentation des femmes racisées dans les manuels scolaires d'éthique et de culture religieuse, Élongué constate la nécessité d'utiliser l'approche intersectionnelle pour éviter la « colonisation discursive » (p. 205) et, plus largement, afin d'éviter la reproduction de stéréotypes discriminatoires à l'endroit des femmes racisées.

Somme toute, *Le sujet du féminisme est-il blanc ?* offre un regard multiple sur les situations des femmes racisées au Québec. Ce regard se construit grâce à l'apport des différentes disciplines des auteures (ethnographie, études littéraires, relations internationales, éducation, etc.) et par les nombreuses variables et perspectives étudiées. Notons qu'à la lecture de l'ouvrage entier, ce regard réussit difficilement à s'unir sous la question annoncée par son titre, la problématisation collective se développant davantage autour de la conceptualisation

du terme « femmes racisées ». Par ailleurs, cette multiplicité a l'avantage de rassembler dans un seul ouvrage une introduction intéressante aux questions traitées. Cette réussite, loin d'être négligeable, représente une avancée considérable dans un contexte où les études féministes québécoises peinent à développer des outils théoriques et conceptuels permettant d'analyser et de nommer les oppressions à la croisée du genre et de la race. Il est d'ailleurs très probable que cet ouvrage encouragera d'autres publications sur des thèmes similaires à reprendre le concept de « femmes racisées », ouvrant la voie à l'extension des savoirs critiques et militants à propos des oppressions particulières vécues par ces femmes.

Catherine Sylvestre

*Candidate à la maîtrise en science politique,
Université du Québec à Montréal
catherinesylvestre_@hotmail.com*

Humour et politique. De la connivence à la désillusion, sous la dir. de Julie Dufort et Lawrence Olivier, Québec, Presses de l'Université Laval, 2016, 310 p.

Il n'y a pas – heureusement – de définition consensuelle sur ce que sont le rire et l'humour. Les deux peuvent se manifester sous de multiples formes, et ce, à partir de causes tout aussi diverses. Prendre le temps – celui d'un livre – afin de tirer les maux de la blague à l'aide d'un air sérieux et étudié me semble des plus appropriés. D'autant plus que le Québec est le pays par excellence de la comédie. En effet, y règne en maître le plus grand festival d'humour au monde, la seule école d'humour répertoriée accréditée par un gouvernement, endroit où « le tiers des spectacles en salle relèvent de l'humour » et où « 45 % du temps de programmes des principales chaînes de télévision francophones » (p. 22) est comblé par des émissions humoristiques. C'est exactement ce monde, à la fois imposant et incompris, que les auteurs derrière l'ouvrage *Humour et politique. De la connivence à la désillusion*, dirigé par Julie Dufort et Lawrence Olivier, ont, à leur manière, tenté de questionner.

L'arrivée du lecteur dans cet univers se fait en douceur grâce à la brillante introduction de Julie Dufort. On y apprend que l'humour a depuis toujours intéressé les philosophes. Platon, Aristote, Descartes, Hobbes, Schopenhauer, Kant, Darwin, Hegel, Freud ou encore Bergson s'y sont frottés chacun à sa manière. Toutefois, le champ d'études de l'humour est excessivement récent. En effet, il s'engage dans le monde universitaire étatsunien dans les années 1920-1930 par l'entremise des *cultural studies*. La légitimité formelle du champ de recherche de l'humour fut – et est peut-être encore dans certains milieux – difficile à défendre et même à être simplement accepté. Clairement, cet ouvrage n'aurait peut-être pas pu exister au Québec il y a à peine vingt ans.

À la suite de cette ouverture, Dufort s'assure d'outiller le lecteur afin qu'il puisse manœuvrer à travers les différentes perspectives du livre grâce à une exposition succincte des grandes théories de l'humour : celles de la supériorité, de l'incongruité et de la libération.

Enfin, à la défense de son champ de recherche, Dufort expose une courte histoire de l'évolution de ce domaine – « l'humorologie » –, lequel rencontre de nombreuses embûches à son institutionnalisation. En effet, les recherches entre l'humour et le politique restent minimales, au Québec comme ailleurs. C'est exactement à cette pauvre condition que l'ouvrage s'attaque, soit « renouveler les approches de l'étude du politique en n'opposant plus le sérieux à l'humour, mais en comprenant que l'un ne va pas sans l'autre » (p. 26).

La première partie de l'ouvrage s'interroge sur les paradoxes de l'humour et plus précisément sur les relations de pouvoir entre l'humour et le politique au Québec. Le premier texte, d'Emmanuel Choquette, interroge la part de politique dans le discours des humoristes québécois. Il démêle les volontés et les objectifs des acteurs du milieu, tout comme les effets sociopolitiques directs et indirects des humoristes qui travaillent par et pour l'identité québécoise.